

Introduction

Depuis leur création par Coluche en 1985, les Restos du cœur poursuivent une mission fondamentale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sous toutes ses formes en France, en apportant aide et assistance aux personnes démunies en priorité, et plus largement à toutes celles qui en éprouvent le besoin.

Au cours de l'hiver 2011/2012, près de 115 millions de repas ont été distribués à 870 000 personnes dans 2 040 centres d'activité en France. Les Restos du cœur ont, depuis leur création, franchi la barre des 1,5 milliards de repas servis. Plus de vingt ans après la création des Restos du Cœur, les carences alimentaires les plus graves ont sans doute presque disparu, mais la pauvreté a pris un autre visage : accident de la vie, contrats précaires et travailleurs pauvres, jeunes de moins de 25 ans ne disposant par du RSA, retraités disposant du seul « minimum vieillesse »...

L'aide alimentaire constitue un point d'entrée déterminant pour un accompagnement efficace des personnes vers le chemin de l'autonomie. La distribution alimentaire permet aux 63 000 bénévoles des Restos de nouer un lien crucial pour la prise en compte de problématiques autres. Car bien au-delà de l'aide alimentaire les Restos s'engagent à proposer une aide à la personne et à accompagner celle-ci sur la durée et tout au long de l'année.

Au-delà de l'aide alimentaire, les Restos du cœur ont très vite étendu leurs actions à l'aide à la personne et à l'insertion. Car, pour sortir de l'exclusion, un repas ne suffit pas. Il faut aussi résoudre d'autres difficultés pour espérer une insertion durable (retrouver un emploi, vivre sous un toit ...). La mission globale des Restos du cœur, portée par des initiatives bénévoles, inclut l'aide alimentaire gratuite et l'accompagnement social, l'insertion socioprofessionnelle, le retour ou le maintien dans le logement, allant de l'hébergement d'urgence à la location stable, l'aide aux gens de la rue, l'accompagnement scolaire et la lutte contre l'illettrisme, l'aide à la gestion budgétaire et l'accès au droit, l'accès à la culture, aux sports et aux loisirs, outils de lutte contre l'exclusion, le micro-crédit personnel, ou toute initiative non énumérée ci-dessus mais pouvant contribuer, à titre expérimental ou de façon plus générale, aux objectifs de l'association.

Cette mission est menée dans le cadre d'un accueil inconditionnel, basé sur la seule notion de nécessité de recevoir l'aide proposée. Si, pour des raisons économiques, les Restos doivent établir un ordre de priorité, celui-ci ne sera basé que sur les critères de ressources et d'urgence sociale.



L'accès à la culture, aux loisirs et le droit aux vacances

A l'initiative des bénévoles eux-mêmes, les Restos essaient de multiplier les activités culturelles et de loisirs. Ces activités sont de véritables outils d'accompagnement dans le temps, qui, souvent, ouvrent la porte au dialogue et permettent contacts, échanges et convivialité. Proposer aux personnes accueillies d'y participer, c'est leur éviter une exclusion supplémentaire et leur permettre de participer à des éléments importants de la vie culturelle. Les Restos ont développé depuis de nombreuses années, au delà de l'aide alimentaire des actions pour accompagner toutes les personnes accueillies y compris les enfants. Restos bébé, accompagnement scolaire, logement, départs en vacances ou encore accès aux loisirs et à la culture sont autant d'actions menées par les Restos en faveur de tous. Toutes ces activités favorisent un travail d'insertion plus individualisé et plus pertinent (aides administratives, orientation médicale...).

Les points essentiels pour les Restos du Cœur

Beaucoup de personnes accueillies n'arrivent toujours pas à franchir le pas pour sortir de chez eux, malgré les invitations et la force de persuasion des équipes de bénévoles pour lever les freins psychologiques à l'accès aux pratiques artistiques et culturelles : auto-censure : « *la culture ce n'est pas pour moi* », absence de « *culture de la Culture* », ... Or, la culture et les loisirs doivent faire partie de la vie quotidienne de chacun. Ces activités permettent grâce à des moments de plaisir (une séance de cinéma, des vacances, un bon livre) de réapprendre des règles, de s'enrichir et parfois de se reconstruire.

Les loisirs et les vacances constituent un temps essentiel pour la redynamisation des personnes et pour le développement de l'enfant. Elles sont sources d'éducation, de plaisir, de découvertes et de lien social. Les enfants qui ne partent pas en vacances sont exclus de la norme que constitue le départ en vacances, mais plus largement des apports qu'il constitue comme par exemple l'apprentissage de la mobilité, critère important pour leur emploi demain, l'apprentissage de la citoyenneté, l'opportunité d'un brassage social et de nouvelles rencontres.

Le principe social des Restos est de lutter contre l'exclusion que constitue le non départ en vacances et de respecter ainsi la Convention Internationale des Droits de l'Enfant et la Loi de 1998 contre les exclusions. En France, 3 millions d'enfants et de jeunes n'ont pas accès au départ en vacances pour une durée de 4 jours consécutifs. Parmi eux, 2 millions ne quittent pas leur domicile une seule nuit (source OVLEJ). Un constat terrible qui pose la question cruciale du droit au répit.

Le principe éducatif des Restos est d'offrir à chaque enfant un temps de vie collectif, dans lequel il peut prendre des responsabilités, découvrir les autres et se découvrir, apprendre l'autonomie, le respect de soi et d'autrui...

Ces activités constituent aussi pour les personnes un moment de ressourcement familial et d'échange. Il est intéressant au sein de l'urgence ressentie et partagée de faire une pause et de s'intéresser à ce qui apparaît comme l'accessoire. Ne pas pouvoir y accéder est une injustice et le signe d'une société qui peine à trouver le chemin de l'égalité des droits et d'une répartition de la richesse.

Les constats

- **L'accompagnement par l'accès au cinéma, un élément important de la vie culturelle**

Le CNC (Centre National de la Cinématographie) avec l'appui financier de l'Etat s'efforce de donner aux jeunes, de la maternelle à la terminale, une véritable éducation artistique dans le domaine du cinéma et de l'audiovisuel par 3 dispositifs : Ecole et cinéma, Collège au cinéma, Lycéens et apprentis au cinéma. Or, ces dispositifs destinés aux publics scolaires laissent de côté les personnes en situation de grande précarité. C'est pourquoi l'association a créée depuis décembre 1997, un dispositif unique d'accès au cinéma pour toutes les personnes accueillies et

particulièrement pour les enfants, qui peuvent ainsi avoir accès à la majorité des films récemment sortis, qui leur sont destinés chaque année. Le public touché est essentiellement familial en province mais de plus en plus de personnes seules et âgées, personnes de la rue (Paris et région parisienne) y participent.

Exclusivement parisienne les deux premières années, l'activité s'est étendue progressivement sur toute la France. Outre l'ouverture des séances privées suivies d'échanges autour du film projeté, les Restos ont aussi développé l'accès à des séances publiques pour aller vers l'autonomie des personnes. Les échanges se poursuivent très souvent dans les centres d'activité des Restos : au coin café, à la bibliothèque, dans les ateliers (dessin, cuisine, écriture...) ou dans le hall du cinéma. On note également un fort développement de cette activité en milieu rural avec des cinémas d'Art et Essai associatifs ou municipaux, cinémas itinérants,...

Ces sorties culturelles sont financées à 51% par des subventions extérieures : collectivités territoriales et locales et des partenaires extérieurs parapublics ou privés (CAF, banques, fondations, entreprises...). Un certain nombre de places sont également offertes par les cinémas, mairies (CCAS) ou d'autres associations mais elles sont insuffisantes. Les Restos doivent faire face chaque année à une élévation du coût de cette activité (élévation du prix des places de cinéma) et à une nette réduction des subventions (les DRAC et les collectivités territoriales réduisent voire suppriment de plus en plus leur aide). De ce fait, une limite s'impose parfois dans le nombre de séances organisées de peur de ne pas obtenir les fonds pour financer l'opération.

De plus en plus de subventions des collectivités vont à des organismes comme Cultures du Cœur qui ne se situent pas dans la même logique d'accompagnement des personnes en mettant à disposition des associations sur Internet des places de cinéma et de spectacles récupérées auprès de certains établissements culturels. Le dispositif « Rendez-vous au cinéma » des Restos est pourtant unique dans le paysage associatif français de par la spécificité de son accompagnement et de par son étendue géographique. Il permet aux personnes qui y participent de se sentir comme tout le monde et de reprendre confiance en elles.

- **Les départs en vacances, un droit fondamental pour toutes les personnes et notamment pour les enfants**

Les inégalités devant l'accès aux vacances se sont aggravées : 47 % de la population n'est pas partie en vacances en 2010 selon les données du Credoc, parmi eux 3 millions d'enfants. La moitié des personnes ne sont pas parties en vacances car elles n'en avaient pas les moyens financiers : le taux de familles à bas revenus partant en vacances est passé de 47% en 2007 à 37% en 2012. Les Restos proposent depuis 1996 à tous les publics : familles, familles monoparentales, jeunes (13-18 ans), seniors, adultes isolés...de partir en vacances comme tout le monde. Des premiers départs pour ceux qui ne sont jamais partis, des départs accompagnés par des bénévoles des Restos, des départs autonomes pour ceux qui sont prêts à partir seuls. Ces projets touchent des publics totalement exclus du droit aux vacances et notamment des enfants qui ne partent ni avec leur famille ni avec les établissements scolaires (classes de découverte).

Ces séjours permettent des moments de détente loin des tracas de la vie quotidienne, de sortir de l'isolement, la valorisation de la relation enfants-parents grâce à un cadre différent, un enrichissement personnel, l'amélioration de la santé, la reprise de confiance en soi, la redynamisation des personnes,....

Les retours des séjours se révèlent très positifs et servent souvent d'impulsion à la naissance de nouveaux projets personnels ou professionnels. Ainsi, les vacances permettent d'orienter les personnes accueillies vers d'autres activités : sorties culturelles (théâtre, musées...), ateliers de lutte contre l'illettrisme, bibliothèques,...et permettent la fréquentation à nouveau d'établissements culturels dont les personnes sont très souvent éloignées.

Cette activité est financée à 50% par les Restos via une subvention de l'ANCV (Agence Nationale pour les Chèques-Vacances), mais aussi par des financements locaux (CAF, Conseils Généraux, Conseils Régionaux, communes, DDASS, DDISS, politique de la ville (CUCS), banques, fondations...). Les Restos sont ainsi tributaires de l'aide de l'ANCV qui exclut de son financement les séjours des enfants de moins de 16 ans.

Pour que ces projets aboutissent et soient une pleine réussite pour les personnes, ils nécessitent un accompagnement des bénévoles avant, pendant et après. Jeunes ou moins jeunes, ceux qui ne sont jamais partis ont besoin d'une aide financière pour concrétiser un projet mais ils ont surtout besoin d'un regard bienveillant sur leur difficulté à appréhender les mobilités et de soutiens précis pour élaborer un projet de départ en vacances.

- **L'accès à la lecture et au savoir par le développement d'espaces animés autour du livre**

Les livres et la lecture permettent de lutter contre l'illettrisme et contre l'exclusion. Comme toutes les actions des Restos, le livre est perçu comme un outil d'accompagnement de la personne. C'est un formidable support de communication pour multiplier les échanges et permettre aux bénévoles de développer des temps de rencontre avec les personnes accueillies.

Le savoir et la culture sont deux éléments contribuant au bon développement et à l'épanouissement des personnes. La désaffection croissante du livre auprès des plus jeunes l'est d'autant plus pour les familles en situation de grande exclusion accueillies par les Restos ce qui accentue encore les difficultés scolaires.

Ainsi, les Restos veulent donner la chance à tous de se divertir, de s'évader à travers la lecture en proposant des Espaces Livres. Autour des livres, un emplacement permanent et agréable est aménagé pour que les personnes puissent s'y arrêter, se poser, favorisant ainsi le contact et la prise de parole. Des animations autour de la lecture y sont organisées, le plus souvent pour les enfants : lecture d'albums à voix haute, conteurs ou ateliers théâtre, ateliers d'écriture, de dessin, de travail manuel ou peinture, débat autour d'un thème, d'un livre emprunté, d'un film, d'une exposition.....

On note cependant un manque de moyens humains pour les activités et les animations liées aux livres et un manque d'espace (équipements succincts et souvent peu adaptés). L'animation de ces lieux est assurée par les bénévoles qui manquent souvent de formation sur la gestion des espaces et sur l'animation et la lecture partagée, par des professionnels des médiathèques et bibliothèques municipales, ou par des artistes encore trop peu disponibles et peu nombreux. Il existe des difficultés à intéresser les personnes à la lecture (obstacle de la langue, absence de culture de la lecture...). Les fonds sont donnés par des particuliers ou récupérés auprès de partenaires extérieurs : bibliothèques municipales, librairies par le biais des hommages d'éditeurs, comités d'entreprise.... Peu de documents neufs, composés à 90% de livres (principalement des romans) aussi bien pour adultes (2/3 des fonds) que pour les enfants. Les périodiques, documents sonores et audiovisuels ne sont quasiment pas représentés. Les éditeurs sont réticents car les dons de livres font l'objet de versement de droits d'auteur (pas le cas si les livres sont pilonnés) notamment sur la littérature Jeunesse et la majeure partie des organes de presse sollicités par les Restos ne donnent pas suite pour cause de difficultés économiques.

A terme, il est important d'amener les personnes vers les bibliothèques et médiathèques locales en leur proposant des visites afin de les familiariser avec les lieux, leur expliquer le fonctionnement et leur proposer de les y inscrire. Les Espaces Livres doivent ainsi avoir un lien avec les bibliothèques publiques pour l'approvisionnement et les ressources humaines pour l'animation : bénévoles formés à la lecture publique.

- **D'autres initiatives pour répondre à des besoins non exprimés : sorties culturelles et de loisirs (musée, théâtre, visites de villes, journées à la mer, spectacles, ateliers de peinture, de dessin...) et activités physiques et sportives (randonnée, football...).**

Les Restos prennent part aujourd'hui à la politique d'ouverture aux publics en difficulté de certains établissements culturels via la Mission « Vivre Ensemble » du Ministère de la Culture permettant l'accès gratuit ou à faible participation aux établissements culturels de la région parisienne aux publics qui en sont éloignés (*Musée du Louvre, BNF, Château de Versailles, Centre Pompidou,*). Cependant, l'accès gratuit ou à tarifs réduits aux établissements : musées, salles de spectacle, théâtres....n'est pas homogène sur le territoire car dépend du bon vouloir des directeurs de ces établissements et ne touche pas le secteur privé comme les salles de cinéma. Beaucoup de places sont attribuées aux associations de manière ponctuelle dans une logique de distribution et non d'accompagnement. En outre, certains établissements n'ouvrent pas la porte de leur établissement de peur de mélanger le public des Restos avec leur public habituel d'où le développement par les Restos de partenariats avec des établissements culturels plus élitistes (*Théâtre des Champs-Élysées...*).

Les Restos poursuivent également le travail de réflexion engagé lors de la Coupe du Monde de Football des personnes sans abris (à Paris en 2011) en participant activement à la rédaction du cahier des charges pour la mise en place du CNISC (Centre National d'Insertion par le Sport et la Culture).

Chiffres clés en 2011-2012

- **Rendez-vous au cinéma** : 253 villes et 265 salles de cinéma partenaires pour 96 856 personnes accueillies dans 65 associations départementales différentes
- **Départs en vacances** : 3544 départs en vacances (dont 855 familles, 198 personnes isolées, 251 jeunes et 105 enfants) dans 54 associations départementales
- **Espaces Livres** : 860 bibliothèques dans 110 associations départementales et 53 espaces animés autour du livre

Les engagements des Restos

- Poursuivre les activités d'accompagnement dans le temps par la culture et les loisirs à partir de lieux reconnus et acceptés que sont les centres d'activité des Restos pour que la culture fasse partie des préoccupations des personnes aidées. Il est important de concevoir ces interventions dans le domaine de la culture et des loisirs dans cet esprit d'Aide à la Personne et non dans la seule possibilité d'une opportunité donnée (activités régulières)
- Maintenir l'autonomie associative et la spécificité des dispositifs d'accompagnement par la Culture et les Loisirs
- Assurer la pérennité des dispositifs existants et permettre leur accès à d'autres publics notamment pour les départs en vacances aux personnes isolées (séniors, personnes de la rue, personnes hébergées (CHRS, CHU, Résidences Sociales), salariés des ACI (Ateliers et Chantiers d'Insertion) et aux jeunes dans le cadre des départs en Centres de Vacances et de Loisirs
- Elargir l'accès au cinéma en améliorant la qualité de l'accompagnement et en développant les échanges autour des films. Cela passe par la poursuite du développement de ces séances en milieu rural (cinéma itinérant) pour faire face au problème de mobilité des personnes accueillies et par la sensibilisation de nouveaux publics.
- Plus largement défendre l'inconditionnalité de l'accueil face aux politiques de financement catégorisant les publics

Les propositions des Restos

Soutenir le droit aux vacances, à la culture et aux loisirs pour toutes les personnes accueillies et notamment pour les enfants par la mise en place d'une véritable politique d'accès aux vacances pour tous et de programmes d'action concertés pour l'accès régulier aux pratiques artistiques et culturelles est indispensable. Pour cela, les Restos préconisent :

- le développement des structures touristiques à caractère social et familial et l'organisation de départs en vacances pour les personnes en situation d'exclusion et notamment pour les jeunes
- l'aboutissement du projet de Loi pour une aide du gouvernement de 200€ au départ en vacances des enfants.

Consultation nationale sur l'éducation artistique et culturelle :
Pour un accès de tous à l'art et à la culture

- l'amélioration de l'information autour des plateformes de dispositifs d'aide aux vacances et d'accès à la culture souvent méconnus des personnes accueillies. Ces partenariats locaux ont pour objet de repérer les intervenants locaux sur ces activités, de les relier entre eux et d'améliorer ainsi la capacité de tous à aller rencontrer les publics qui en sont exclus. Cela suppose d'aller au devant des publics concernés qui sont peu ou pas demandeurs et de susciter chez ces personnes l'envie et le besoin. Pour ce faire la proximité est nécessaire c'est pourquoi tout effort de coordination entre les intervenants de terrain et la capacité de chaque intervenant de terrain à proposer une palette de solutions est importante.

- le soutien au travail de fond des associations qui œuvrent en direction des jeunes, et notamment en direction des populations en situation d'exclusion sociale pour favoriser le développement de la lecture et enrayer la désaffection croissante du livre auprès des plus jeunes.

- l'inclusion des dispositifs d'accès à la culture et aux loisirs dans les politiques de financements des collectivités territoriales et locales

- La mise en place d'actions concrètes en faveur de la démocratisation culturelle pour qu'environ 4 millions de personnes puissent, par le biais des associations, bénéficier du droit à la culture. Cela suppose une politique tarifaire adaptée aux familles qui n'aggrave pas les inégalités et la gratuité garantie au moins pour les familles à revenus modestes sans stigmatisation. Il faut inscrire cette démarche dans le temps pour une intégration progressive des personnes accueillies et pour une autonomie dans cet accès aux pratiques artistiques et culturelles. Au titre de leur mission de service public, les établissements culturels financés par l'Etat doivent s'engager à lutter contre les exclusions.

- Le développement d'une offre de lieux culturels adaptés aux publics qui en sont éloignés : sensibilisation et formation du personnel de ces établissements à l'accueil de publics en situation d'exclusion et des relais culturels du champ social (bénévoles des associations, médiateurs culturels...) à l'accompagnement vers ces lieux, politique d'ouverture aux publics en difficulté avec des programmes de vulgarisation adaptés...